

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 SEPTEMBRE 2018 EN BREF

Ouverture de la séance à 20h30

| ORDRE DU JOUR | CONTENU DES DOSSIERS | VOTE | | | | | | | | | | |
|--------------------|--|---|-------------------|--------------------------------------|----------|--------------------------------------|--------------|--------------|----------------|-------------------|-------------|-----------|
| AFFAIRES GENERALES | INSTALLATION DE MONSIEUR ATILA SAHIN SUITE A LA DEMISSION D’UN ELU DU GROUPE MINORITAIRE | Le conseil prend acte | | | | | | | | | | |
| AFFAIRES GENERALES | APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 19 JUIN 2018 | Unanimité des présents à la séance précédente | | | | | | | | | | |
| AFFAIRES GENERALES | COMMISSIONS MUNICIPALES ET AUTRES INSTANCES Il y a lieu de procéder au remplacement d’un élu du groupe minoritaire dans les commissions municipales et autres instances dont il était membre. Il est proposé au Conseil municipal de le remplacer dans toutes les commissions municipales et autres instances dont il était membre par Monsieur Atila SAHIN. Monsieur le Maire demande au conseil municipal : <ul style="list-style-type: none">- D’APPROUVER le remplacement de l’élu démissionnaire par Monsieur Atila SAHIN au sein de la commission vie associative-sport-jeunesse, de la commission finances-patrimoine, du comité technique et du CHSCT. | Unanimité | | | | | | | | | | |
| COMMERCES | PLAN DE SOUTIEN AUX COMMERCES : OCTROI D’UNE AIDE DIRECTE Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal dans sa séance du 5 juillet 2017 a décidé de mettre en œuvre un ensemble de mesures concrètes nommé « plan de soutien aux commerces et à l’artisanat de proximité ». En complément des actions menées par la Région, la municipalité a construit la politique communale en faveur du commerce autour de quatre axes en : <ul style="list-style-type: none">- Mobilisant les outils de l’urbanisme commercial ;- Mettant en œuvre des actions sur la fiscalité des commerces montluistes ;- Mettant en place un dispositif communal d’aides directes aux commerçants ;- Développant les outils de communication. Monsieur le Maire informe que la Commune a obtenu l’accord de la Région, cheffe de file en la matière, et qu’une convention bipartite a été établie dans ce sens. Il est proposé au Conseil Municipal d’octroyer d’une aide directe à l’installation ou à la reprise d’entreprises commerciales ou artisanales de la manière suivante : <table><tr><td>Entreprise</td><td>Nom du dirigeant</td><td>Adresse</td><td>Activité</td><td>Montant de l’aide communale proposée</td></tr><tr><td>Les Mirettes</td><td>Cécilia DIAS</td><td>84, grande rue</td><td>Optique, Lunettes</td><td>2 000, 00 €</td></tr></table> Monsieur le Maire demande au conseil municipal : <ul style="list-style-type: none">- D’ACCORDER à Madame Cécilia DIAS une aide directe à l’installation de « Les Mirettes » d’un montant de 2 000,00 € ;- DE DEMANDER à la bénéficiaire de s’engager par tout moyen de faire, dans l’établissement ou sur la vitrine, la publicité permanente de l’aide qui lui a été octroyée à l’aide d’un visuel comprenant le logo de la commune et la mention « investissement soutenu par la Mairie de Montluel » ;- DE L’AUTORISER à mandater cette aide directe dans les conditions prévues par délibérations du 5 juillet 2017 et 8 février 2018, selon les règles de la comptabilité publique et après vérification par les services communaux de la réalisation des investissements. | Entreprise | Nom du dirigeant | Adresse | Activité | Montant de l’aide communale proposée | Les Mirettes | Cécilia DIAS | 84, grande rue | Optique, Lunettes | 2 000, 00 € | Unanimité |
| Entreprise | Nom du dirigeant | Adresse | Activité | Montant de l’aide communale proposée | | | | | | | | |
| Les Mirettes | Cécilia DIAS | 84, grande rue | Optique, Lunettes | 2 000, 00 € | | | | | | | | |

| | | |
|---------------------|---|-----------|
| RESSOURCES HUMAINES | <p>FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU CHSCT, MAINTIEN DU PARITARISME NUMERIQUE ET DECISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE</p> <p>Monsieur le Maire annonce que des élections professionnelles des représentants du personnel dans les différentes instances consultatives auront lieu le 6 décembre prochain. Cela concerne uniquement le collège des représentants du personnel.</p> <p>Il est précisé que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 et servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de soixante-quinze agents et que les représentants des organisations syndicales ont été consultés le 17 mai dernier.</p> <p>Dans ce cadre, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le nombre de représentants du personnel au sein du CHSCT communal, sur le maintien du paritarisme numérique et sur le recueil de l'avis des représentants du collège employeur.</p> <p>Monsieur le Maire demande au conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE FIXER le nombre de représentants titulaires du personnel à trois (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants) ; - DE DECIDER le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants, - DE DECIDER du recueil par le CHSCT de l'avis des représentants du collège employeur. | Unanimité |
| RESSOURCES HUMAINES | <p>DESIGNATION DU COORDONATEUR COMMUNAL DANS LE CADRE DU RECENSEMENT</p> <p>Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que la Commune de Montluel réalisera son recensement du 17 janvier au 16 février 2019.</p> <p>Dans le cadre de cette enquête, il convient de désigner un coordonnateur qui sera responsable de la préparation puis de la réalisation de la collecte du recensement.</p> <p>Monsieur Le Maire propose que Madame Jocelyne DONNADIEU, responsable du service Accueil Etat Civil, soit chargée de cette fonction tout le temps qu'il sera nécessaire au bon déroulement des actions afférentes au recensement, sous la supervision du Directeur Général des Services.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE NOMMER Madame Jocelyne DONNADIEU coordonnateur municipal, sous la supervision du Directeur Général des Services. | Unanimité |
| RESSOURCES HUMAINES | <p>MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.</p> <p>Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.</p> <p>Monsieur le Maire précise qu'il convient de modifier le tableau des emplois afin de l'adapter à l'organigramme et à l'organisation des services.</p> <p>Monsieur le Maire précise que le Comité Technique a émis un avis favorable.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'ADOPTER le tableau des emplois présenté en annexe, à compter du 1^{er} octobre 2018. | Unanimité |
| FINANCES | <p>ADMISSIONS EN NON VALEUR</p> <p>Monsieur le Maire informe l'assemblée d'une demande de Monsieur le Trésorier Principal de Montluel en date du 7 juin 2018, sollicitant l'admission en non-valeur de reliquats de titres de recettes portant sur les exercices 2002 à 2018, de faible montant, et ne pouvant être recouvrés.</p> <p>Monsieur le Maire propose d'admettre en non-valeur aux recettes du budget principal un montant global arrêté à 1 004,01 € (selon détail en annexe).</p> <p>Il est précisé que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6541 du budget primitif 2018.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE DONNER un avis favorable pour l'admission en non-valeur des reliquats de titres ci-dessus indiqués, et pour la somme de 1 004,01 € ; - DE L'AUTORISER à faire mandater la dépense correspondante à l'article 6541 du budget principal Commune de Montluel. | Unanimité |

| | | |
|----------|---|-----------|
| FINANCES | <p>CREANCES ETEINTES</p> <p>Monsieur le Maire informe l'assemblée de trois demandes de Monsieur le Trésorier Principal de MONTLUEL en date des 25 et 29 juin 2018 et 6 septembre 2018, sollicitant l'effacement des dettes d'eau et d'assainissement suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dette de Monsieur N. M. domicilié à Montluel, et concernant l'année 2015. <p>Cet administré, après passage en commission de surendettement de l'Ain, a fait l'objet d'un jugement du Tribunal d'Instance de Trévoux en date du 3 janvier 2017, prononçant le rétablissement personnel de l'intéressé sans liquidation judiciaire.</p> <p>Le montant de l'effacement de la dette, à comptabiliser en créances éteintes, s'élève à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le budget annexe Eau potable : 86,30 € TTC, - Pour le budget principal Commune de Montluel : 82,50 € TTC pour la part assainissement. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dette de Monsieur et Madame H.R. et H.N. domiciliés à Montluel, et concernant les années 2012, 2014 et 2016. <p>Ces administrés, après passage en commission de surendettement de l'Ain, ont fait l'objet d'un jugement du Tribunal d'Instance de Trévoux en date du 9 janvier 2018, prononçant le rétablissement personnel des intéressés sans liquidation judiciaire.</p> <p>Le montant de l'effacement de la dette, à comptabiliser en créances éteintes, s'élève à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le budget annexe Eau potable : 457,18 € TTC, - Pour le budget principal Commune de Montluel : 166,22 € TTC pour la part assainissement. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dette de Monsieur R.M. domicilié à Montluel, et concernant l'année 2015. <p>Cet administré a fait l'objet d'une décision de la commission de surendettement de l'Ain en date du 24 avril 2018 effaçant les dettes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le budget annexe Eau potable : 333,90 €, - Pour le budget principal Commune de Montluel : 238,37 € pour la part assainissement. <p>Monsieur le Maire précise que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6542 des budgets primitifs 2018 concernés.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DE CONFIRMER les ordonnances du Tribunal d'Instance de Trévoux en date des 3 janvier 2017 et 9 janvier 2018, ainsi que la décision de la commission de surendettement de l'Ain en date du 24 avril 2018, telles que mentionnée ci-dessus ; - DE L'AUTORISER à faire passer les écritures comptables correspondantes, à l'article 6542 « créances éteintes », sur les budgets concernés. | Unanimité |
| FINANCES | <p>DECISION MODIFICATIVE N° 2/2018 BUDGET PRINCIPAL</p> <p>Monsieur le Maire informe l'assemblée que des régularisations de crédits sont nécessaires en section de fonctionnement du budget 2018 de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En dépenses, au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés » : des crédits supplémentaires sont inscrits afin de prendre en compte, principalement, des charges de validation de services (départ à la retraite) ainsi que le coût engendré par la réglementation en matière de hausse de la CSG (compensation de l'employeur) ; - En recettes : des compléments de recettes sont attendus sur différents postes (indemnités journalières, prestations de services, taxes et dotations). Une régularisation d'imputation est effectuée dans le cadre de la réforme de la fiscalité directe (exonération de la taxe d'habitation). <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'APPROUVER la décision modificative n° 02/2018 du budget principal telle que présentée ci-dessus. | Unanimité |
| FINANCES | <p>TARIF DE LOCATION DE LA SALLE AMENAGEE DE CORDIEUX</p> <p>Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la salle aménagée dans le préau du centre de loisirs de Cordieux peut être louée aux habitants.</p> <p>Aussi, il propose d'instaurer une tarification pour la location de cette salle, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tarif journalier : 120 euros - Tarif pour le week-end pendant la période du 1er avril au 30 septembre : 200 euros - Tarif pour le week-end pendant la période du 1er octobre au 31 mars : 250 euros <p>Il est précisé qu'une caution de 450 euros sera demandée pour chaque location.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'APPROUVER la tarification précisée ci-dessus, à compter du 1^{er} octobre 2018. | Unanimité |

| FINANCES | <p>CREATION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE POUR L'ECOLE SAINT-EXUPERY - APPROBATION DU NOUVEAU PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF</p> <p>Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune, par délibération du 13 décembre 2017, a affirmé son engagement d'aménager une ancienne halte-garderie en restaurant scolaire destiné aux enfants scolarisés à l'école Saint-Exupéry.</p> <p>L'Etat et le Département de l'Ain ont été sollicités pour apporter leur aide financière à ce programme.</p> <p>Afin de se voir confirmer l'attribution effective de subvention de la part du Département de l'Ain, la commune a dû délibérer avant le 30 juin 2018 sur le plan de financement de l'opération.</p> <p>Aujourd'hui, le plan de financement ayant évolué, il convient de délibérer à nouveau en tenant compte des dépenses supplémentaires engagées et des subventions réellement attribuées.</p> <p>Le plan de financement réajusté de la construction du restaurant scolaire « Le Petit Prince » est le suivant :</p> <table><tr><th>SOURCES</th><th>LIBELLE</th><th>MONTANT EN €</th><th>TAUX</th></tr><tr><td>Commune de Montluel</td><td>Fonds propres</td><td>130 514,18</td><td>64,80 %</td></tr><tr><td>Département de l'Ain</td><td>Dotation territoriale 2018</td><td>28 464,00</td><td>14,14 %</td></tr><tr><td>Etat</td><td>DETR 2018</td><td>42 413,00</td><td>21,06 %</td></tr><tr><td>TOTAL HT</td><td></td><td>201 391,18</td><td>100,00 %</td></tr></table> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'APPROUVER le plan de financement définitif de cette opération ;- DE L'AUTORISER à entreprendre toute démarche et à signer tous les documents se rattachant à ce projet et à son financement. | SOURCES | LIBELLE | MONTANT EN € | TAUX | Commune de Montluel | Fonds propres | 130 514,18 | 64,80 % | Département de l'Ain | Dotation territoriale 2018 | 28 464,00 | 14,14 % | Etat | DETR 2018 | 42 413,00 | 21,06 % | TOTAL HT | | 201 391,18 | 100,00 % | Unanimité |
|----------------------|---|--------------|----------|--------------|------|---------------------|---------------|------------|---------|----------------------|----------------------------|-----------|---------|------|-----------|-----------|---------|----------|--|------------|----------|-----------|
| SOURCES | LIBELLE | MONTANT EN € | TAUX | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Commune de Montluel | Fonds propres | 130 514,18 | 64,80 % | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Département de l'Ain | Dotation territoriale 2018 | 28 464,00 | 14,14 % | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etat | DETR 2018 | 42 413,00 | 21,06 % | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL HT | | 201 391,18 | 100,00 % | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FINANCES | <p>GARANTIE FINANCIERE SOLLICITEE PAR LA SEMCODA POUR L'ACQUISITION D'UNE RESIDENCE SENIORS</p> <p>Il est précisé que Monsieur le Maire quitte la salle pendant les débats et le vote afin de garantir l'impartialité et que le premier adjoint présent dans l'ordre du tableau, préside temporairement la séance. La SEMCODA a sollicité la Commune, par courrier en date du 3 août 2018, la garantie financière totale d'un prêt d'un montant de 7 995 400 € destiné à concourir à l'acquisition en l'état futur d'achèvement d'une résidence Seniors de 51 logements PLS, située quartier Bellevue.</p> <p>LA SEMCODA sollicite la Commune afin qu'elle accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76968, constitué de trois lignes du Prêt. Il est précisé que garantie de la collectivité sera accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.</p> <p>Il est demandé au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'ACCORDER sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 995 400 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 76968, constitué de trois lignes du prêt ;- DE DECIDER que la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;- DE S'ENGAGER pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt. | Unanimité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | |
|-----------------------------|---|--|
| <p>PLAN HANDICAP</p> | <p>INSTAURATION D'UN TARIF SPECIAL POUR LES ENFANTS PORTEURS D'UN HANDICAP</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que la Commune de Montluel propose aux enfants scolarisés dans ses écoles un large éventail de prestations visant à faciliter l'organisation des familles et permettant aux parents de concilier au mieux vie personnelle et vie professionnelle.</p> <p>La très grande partie de ces prestations est prise en charge par le budget communal ; une participation est demandée aux familles en tenant compte de leurs ressources grâce au calcul du quotient familial.</p> <p>Monsieur le Maire explique que la Commune souhaite participer encore plus pour les familles dont un des enfants est en situation de handicap et contribuer ainsi à améliorer les conditions de vie et de ressources des familles.</p> <p>Monsieur le Maire propose d'instaurer une réduction systématique de 40 % sur tous les tarifs des services scolaires, périscolaires et extrascolaires instaurés par délibérations n°2016-05-26-043 du 26 mai 2016 et 2017-07-05-009 du 5 juillet 2017, dès lors que l'enfant scolarisé à Montluel présente un taux de handicap supérieur ou égal à 50% (sur présentation d'un justificatif).</p> <p>Monsieur le Maire demande au conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'APPROUVER, à compter du 1^{er} novembre 2018, la mise en place d'une réduction systématique de 40 % sur tous les tarifs des services scolaires, périscolaires et extrascolaires instaurés par délibérations n°2016-05-26-043 du 26 mai 2016 et 2017-07-05-009 du 5 juillet 2017, dès lors que l'enfant scolarisé à Montluel présente un taux de handicap supérieur ou égal à 50% (sur présentation d'un justificatif). | <p>Unanimité</p> |
| <p>PLAN HANDICAP</p> | <p>INSTAURATION D'UN TARIF BIBLIOTHEQUE SPECIAL POUR ADULTES PORTEURS DE HANDICAP</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que par délibération 2018-02-08-003 du 8 février 2018, la Commune de Montluel a mis en place une nouvelle tarification de l'abonnement à la bibliothèque visant à rendre gratuite l'inscription pour les moins de dix-huit ans, les étudiants, les personnes en recherche d'emploi ou en situation précaire.</p> <p>Monsieur le Maire explique que la Commune souhaite mettre en place une réduction pour les personnes en situation de handicap.</p> <p>Monsieur le Maire propose d'instaurer une réduction systématique de 40 % sur les tarifs de l'abonnement annuel tels que délibérés le 8 février 2018, dès lors que l'abonné présente un taux de handicap supérieur ou égal à 50% (sur présentation d'un justificatif).</p> <p>Monsieur le Maire demande au conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'APPROUVER, à compter du 1^{er} janvier 2019, la mise en place d'une réduction systématique de 40 % sur les tarifs délibérés le 8 février 2018 (délibération 2018-02-08-003), dès lors que l'abonné présente un taux de handicap supérieur ou égal à 50%. | <p>Majorité Abstention : Christine ROBERT</p> |
| <p>SANTÉ</p> | <p>INSTALLATION D'UN MEDECIN GENERALISTE PAR LA COMMUNE</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que la médecine est libérale en France et que les maires n'ont pas, par principe, à intervenir dans ce domaine. Monsieur le Maire renouvelle au Conseil Municipal sa volonté de tout mettre en œuvre pour accueillir un médecin généraliste sur le territoire de la Commune de Montluel afin de faciliter l'accès aux soins aux montluistes.</p> <p>Il est rappelé qu'un accord a été donné par l'assemblée lors d'une précédente réunion et que la somme de 50 000 € a été provisionnée au budget primitif 2018 pour cette grande cause communale.</p> <p>Le projet de recherche de médecin ayant aujourd'hui abouti, il convient d'acter par délibération du conseil municipal les différents aspects financiers de l'aide à l'installation du nouveau médecin généraliste.</p> <p>Monsieur le Maire présente à l'assemblée les données financières du protocole d'accord à passer entre la commune de Montluel et le Docteur Anca ARMENCEA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aide à l'installation personnelle : limitée à 2 000 € sous la forme de prise en charge de frais sur justificatifs - A l'issue des trois premiers mois d'exercice : 3 000 € - A l'issue des six premiers mois d'exercice : 3 000 € - Après un an et après deux ans d'exercice, à l'anniversaire de l'installation : 10 000 €. <p>Il est précisé que le versement des primes sera suspendu dans le cas où le médecin viendrait à cesser son activité sur le territoire de la commune.</p> <p>Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'APPROUVER le protocole d'accord à passer entre la commune de Montluel et le docteur Anca Armencéa, médecin généraliste, ainsi que tout autre document à venir afférent à ce dossier. - DE L'AUTORISER à verser les différentes primes à l'installation du médecin (article 6745 du budget principal). | <p>Majorité Abstentions : Jacky BERNARD Christine ROBERT</p> |

| | | | | |
|---------------------------|--|--|--|--|
| COMMUNICATION DU MAIRE | COMMUNICATION DU MAIRE Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les décisions suivantes ont été prises, en vertu des articles L2122-22 et suivants, L2131-2 du code général des collectivités territoriales, de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret modifié n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, ainsi que de la délibération n°2017-10-10-002 du 10 octobre 2017 portant délégation du conseil municipal au Maire : | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| QUESTIONS DIVERSES | QUESTIONS DIVERSES | | | |

Levée de la séance à 21h35

Fait à Montluel, le 27 SEPTEMBRE 2018

Affiché le :

Le Maire,

Romain DAUBIÉ

